

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1234

[2011/202193]

7 AVRIL 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au télétravail

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2010;

Vu le protocole de négociation n° 548 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 21 janvier 2011;

Vu l'avis n° 49234/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 février 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent arrêté les membres du personnel contractuel engagés dans le cadre d'un contrat de travail de moins de deux ans.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o télétravail : toute forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail qui peut être réalisé dans les locaux de l'employeur est effectué de façon régulière au domicile du télétravailleur ou en tout autre lieu choisi par lui situé en dehors des locaux de l'employeur, moyennant l'accord de ce dernier;

2^o télétravailleur : l'agent statuaire ou le membre du personnel contractuel qui effectue du télétravail;

3^o employeur : la Région ou l'organisme d'intérêt public qui dépend de la Région.

CHAPITRE II. — De la demande d'un agent statuaire ou d'un membre du personnel contractuel de pouvoir recourir au télétravail

Art. 3. § 1^{er}. L'agent statuaire ou le membre du personnel contractuel peut introduire une demande individuelle pour recourir au télétravail.

§ 2. Les candidatures au télétravail sont introduites auprès du supérieur hiérarchique le plus immédiat du rang A4 au moins avant le 31 janvier, au moyen du formulaire prévu à cet effet. La validité des candidatures expire au 31 décembre.

Le supérieur hiérarchique transmet avant le 1^{er} mars son avis motivé simultanément au Comité de direction de la Direction générale dont il relève et au service en charge des ressources humaines, au moyen de la grille d'évaluation prévue à cet effet.

Le service en charge des ressources humaines transmet avant le 1^{er} mai au Comité de direction de la Direction générale dont relève le candidat, un avis relatif à la condition visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o.

Le Comité de direction statue sur les demandes et transmet avant le 1^{er} juin la liste des candidats sélectionnés au directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales. Le candidat est entendu par le Comité de direction en cas d'avis défavorable du supérieur hiérarchique.

Art. 4. § 1^{er}. Sur la base des listes des candidats sélectionnés visées à l'article 3, § 2, alinéa 4, le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales établit un classement des demandes selon les priorités successives suivantes :

1^o les demandes des candidats qui font l'objet d'une décision d'un médecin de l'administration de l'expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement dans le cadre des articles 414 à 418 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

2^o les demandes des candidats qui font l'objet d'une recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail et/ou invoquent des raisons d'ordre social ou familial reconnues par le service social;

3^o les demandes des candidats qui justifient d'une utilisation des moyens de transport en commun publics qui requiert un temps d'attente et de parcours qui atteint au moins trois heures par jour.

Dans chaque catégorie prioritaire, les demandes sont classées dans l'ordre de la durée du temps d'attente et de parcours nécessaire pour se rendre du domicile au lieu de travail, au moyen de transports en commun publics, de la plus importante à la moins importante.

§ 2. Les demandes des candidats non prioritaires sont classées dans l'ordre de la durée du temps d'attente et de parcours nécessaire pour se rendre du domicile au lieu de travail, au moyen de transports en commun publics, de la plus importante à la moins importante.

§ 3. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et sans préjudice d'une impossibilité technique, le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales accorde avant le 1^{er} juillet l'autorisation de télétravail aux candidats sélectionnés dans le respect du classement établi.

CHAPITRE III. — *De la décision individuelle relative au télétravail*

Art. 5. L'agent statutaire ou le membre du personnel contractuel peut être autorisé à recourir au télétravail s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- 1° le télétravail est compatible avec la fonction;
- 2° le télétravail est compatible avec l'intérêt du service;
- 3° le télétravailleur exerce ses fonctions dans le cadre d'un régime de travail à temps plein;
- 4° le télétravailleur est affecté au sein de la Direction dont il relève depuis deux ans au moins.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, le candidat qui exerce ses fonctions selon le régime des prestations réduites pour raisons médicales prévu aux articles 414 à 418 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité peut obtenir une autorisation de télétravail.

Art. 6. L'autorisation de télétravail est accordée pour une période d'un an, renouvelable par périodes de deux ans pour autant que subsistent les conditions visées à l'article 5.

L'autorisation initiale est assortie d'une période probatoire de trois mois.

Chaque renouvellement est subordonné à une demande du télétravailleur, introduite au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation en cours.

La demande de renouvellement est introduite auprès du supérieur hiérarchique du rang A4 au moins.

Lorsqu'il statue sur la demande de renouvellement, le Comité de direction vérifie que les conditions de l'article 5 subsistent. Il vérifie également que les entretiens de suivi et que le tableau de bord prévus à l'article 14 sont régulièrement tenus et mis à jour.

En cas de proposition de refus de renouvellement, le Comité de direction auditionne le télétravailleur.

Le Comité de direction transmet la décision de renouvellement au directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales.

Art. 7. L'autorisation de télétravail mentionne :

- 1° le lieu où s'exerce le télétravail;
- 2° les jours de télétravail;
- 3° les périodes concertées entre le télétravailleur et le supérieur hiérarchique du rang A4 au moins d'une durée totale maximale de 4 h 30 m comprises entre 7 h 30 m et 18 h 30 m pendant lesquelles le télétravailleur doit être joignable ainsi que les moyens de communication permettant de le joindre;
- 4° la manière selon laquelle il est indiqué au télétravailleur les tâches à réaliser, les objectifs à atteindre, ainsi que les méthodes de mesure du travail fourni;
- 5° la durée de l'autorisation;
- 6° l'accord du télétravailleur quant à l'accès à son domicile ou au lieu choisi par lui, du service interne de prévention entre 9 h 30 m et 16 heures;
- 7° l'engagement du télétravailleur à respecter les règles de sécurité informatique imposées par l'employeur;
- 8° l'engagement du télétravailleur à suivre les formations au télétravail organisées par l'employeur et spécialement celles relatives aux règles de sécurité informatique.

Les mentions visées à l'alinéa 1^{er} font l'objet d'un avenant au contrat de travail des membres du personnel contractuel.

Art. 8. Par dérogation à l'article 5, alinéa 1^{er}, 4°, en cas de mutation, de permutation et de mutation temporaire du télétravailleur, le maintien de l'autorisation de télétravail est subordonné à une décision du Comité de direction.

Le Comité de direction statue sur le maintien de l'autorisation dans les deux mois du changement d'affectation visé à l'alinéa 1^{er}. Passé ce délai, la décision du Comité de direction est réputée favorable.

Art. 9. Après audition du télétravailleur et moyennant un préavis de deux mois, le Comité de direction peut mettre fin à l'autorisation de télétravail, sur avis motivé du supérieur hiérarchique.

Moyennant un préavis d'un mois, l'agent peut demander qu'il soit mis fin anticipativement à une autorisation de télétravail.

Art. 10. L'octroi d'un régime de travail à temps partiel pour une période de moins de six mois suspend l'autorisation de télétravail à l'exception :

- 1° du régime des prestations réduites pour raisons médicales prévu aux articles 414 à 418 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;
- 2° du régime d'interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 448 et 449 de l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

L'octroi d'un régime de travail à temps partiel pour une période de plus de six mois met un terme de plein droit à l'autorisation de télétravail à l'exception du régime des prestations réduites pour raisons médicales prévu aux articles 414 à 418 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

A l'exception des absences pour raisons médicales, en ce compris les absences pour maladie en raison d'un accident du travail, d'un accident sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, toute absence de six mois au moins met un terme de plein droit à l'autorisation de télétravail.

Art. 11. § 1^{er}. Le télétravailleur ne peut accomplir plus de deux cinquièmes de ses prestations en télétravail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le directeur chargé d'une Direction et les agents des rangs A5, B1, C1 et D1 qui exercent des fonctions d'encadrement ne peuvent accomplir plus d'un cinquième de leurs prestations en télétravail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le télétravailleur peut accomplir trois cinquièmes de ses prestations en télétravail :

- 1° en cas de décision d'un médecin de l'administration de l'expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement dans le cadre des articles 414 à 418 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité;
- 2° en cas de recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail;
- 3° en cas de décision du Comité de direction.

§ 2. Le télétravail s'effectue par jours entiers.

§ 3. Les jours de télétravail sont arrêtés de commun accord entre le supérieur hiérarchique et le télétravailleur.

§ 4. Un crédit horaire de 7 h 36 m est accordé par jour de télétravail.

CHAPITRE IV. — *Des droits et obligations*

Art. 12. § 1^{er}. Aucune allocation ou prime ne peut être associée au télétravail. Aucune augmentation ou diminution de l'horaire de travail ne peut y être liée.

La charge de travail et les critères de résultat du télétravailleur sont équivalents à ceux des membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur.

§ 2. Le télétravailleur a les mêmes droits à la formation et aux possibilités de carrière que les membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur et est soumis aux mêmes évaluations.

Art. 13. Le télétravailleur doit pouvoir accéder aux informations concernant l'institution et le service.

Art. 14. Le supérieur hiérarchique immédiat et le télétravailleur tiennent des entretiens de suivi, au minimum trimestriels, afin de charger le télétravailleur des missions et des tâches qu'il doit accomplir et d'assurer le suivi de celles-ci. Un tableau de bord est tenu à cet effet.

Art. 15. L'employeur fournit, installe et entretient les équipements informatiques et de téléphonie nécessaires au télétravail.

L'employeur prend en charge les coûts de connexion et de communication liés au télétravail, à l'exception de la mise à disposition par le télétravailleur d'une paire téléphonique libre de service ADSL et d'un abonnement d'accès à internet si celui-ci est requis.

L'employeur fournit un service approprié d'appui technique.

En cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle relatifs aux règles de sécurité informatique, le directeur général de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication ou son délégué du rang A3 ou le fonctionnaire dirigeant compétent en matière de technologies de l'information suspend l'accès aux solutions techniques permettant le télétravail, en l'attente d'une décision du Comité de direction conformément à l'article 9.

Art. 16. Le télétravailleur prend soin des équipements qui lui sont confiés.

Art. 17. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de panne d'un équipement ou de toute autre circonstance l'empêchant d'effectuer son travail.

En cas d'empêchement visé à l'alinéa 1^{er}, le télétravail peut être suspendu sur décision motivée du supérieur hiérarchique du rang A4 au moins.

Art. 18. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de vol ou d'endommagement par des tiers et lui fournit les informations susceptibles de lui permettre d'obtenir réparation du préjudice subi.

Art. 19. Sauf en cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle du télétravailleur, l'employeur prend en charge les coûts liés à la perte ou à l'endommagement des équipements et des données.

Art. 20. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de maladie ou d'accident du travail.

Il fournit tout élément utile à la qualification de l'accident comme accident du travail.

Art. 21. L'employeur informe le télétravailleur des mesures de protection et de prévention en vigueur en matière de santé et de sécurité au travail, notamment celles relatives aux écrans de visualisation.

Le télétravailleur peut demander une visite au service interne pour la prévention et la protection au travail.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 22. Pour la première année de mise en œuvre du présent arrêté :

1^o la candidature visée à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, doit être transmise au supérieur hiérarchique au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

2^o l'avis motivé visé à l'article 3, § 2, alinéa 2, doit être transmis au plus tard le dernier jour du mois qui suit le délai visé au 1^o;

3^o l'avis visé à l'article 3, § 2, alinéa 3, doit être transmis au plus tard le dernier jour du 2^e mois qui suit le délai visé au 2^o;

4^o la liste des candidats visée à l'article 3, § 2, alinéa 4, doit être transmise au plus tard le dernier jour du mois qui suit le délai visé au 3^o;

5^o l'autorisation visée à l'article 4, § 3, est accordée au plus tard le dernier jour du mois qui suit le délai visé au 4^o.

Art. 23. L'agent statutaire ou le membre du personnel contractuel qui au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté effectue du télétravail dans le cadre de la prolongation de l'expérience pilote décidée par le Gouvernement le 3 décembre 2009 est autorisé à télétravailler aux conditions du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2012.

S'il souhaite poursuivre le télétravail au-delà de cette date, l'agent statutaire ou le membre du personnel contractuel introduit une demande de renouvellement conformément à l'article 6, alinéa 3, du présent arrêté.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 avril 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1234

[2011/202193]

7. APRIL 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Telearbeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des am 5. November 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. November 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 18. November 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 21. Januar 2011 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 548 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 28. Februar 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 49234/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die statutarischen Bediensteten und auf die Mitglieder des Vertragspersonals der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnt sind.

Die Mitglieder des Vertragspersonals, die im Rahmen eines Arbeitsvertrags für eine Dauer von weniger als zwei Jahren eingestellt sind, werden jedoch vom Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgeschlossen.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Telearbeit: jegliche Form der Organisation und/oder Ausführung der Arbeit unter Anwendung von Informationstechnologien, bei der eine Arbeit, die in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers durchgeführt werden kann, regelmäßig am Wohnsitz des Telearbeiters oder an jedem anderen von ihm ausgewählten Ort außerhalb der Räumlichkeiten des Arbeitgebers mit dessen Einverständnis ausgeführt wird;

2° Telearbeiter: der statutarische Bedienstete oder das Mitglied des Vertragspersonals, der bzw. das eine Telearbeit durchführt;

3° Arbeitgeber: die Region oder die Einrichtung öffentlichen Interesses, die der Region untersteht.

KAPITEL II — *Antrag eines statutarischen Bediensteten oder eines Mitglieds des Vertragspersonals, um die Telearbeit in Anspruch nehmen zu können*

Art. 3 - § 1 - Der statutarische Bedienstete oder das Mitglied des Vertragspersonals kann einen individuellen Antrag einreichen, um die Telearbeit in Anspruch zu nehmen.

§ 2 - Die Bewerbungen für Telearbeit sind vor dem 31. Januar beim direkten hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A4 besitzt, anhand des dafür vorgesehenen Formulars einzureichen. Die Gültigkeit der Bewerbungen endet am 31. Dezember.

Der hierarchische Vorgesetzte übermittelt sein begründetes Gutachten anhand des dafür vorgesehenen Bewertungsrasters vor dem 1. März gleichzeitig sowohl dem Direktionsausschuss der Generaldirektion, der er untersteht, als auch dem mit dem Personalwesen beauftragten Dienst.

Der mit dem Personalwesen beauftragte Dienst übermittelt dem Direktionsausschuss der Generaldirektion, der der Bewerber untersteht, vor dem 1. Mai ein Gutachten über die in Artikel 5 Absatz 1 1° erwähnte Bedingung.

Der Direktionsausschuss befindet über die Anträge und übermittelt dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten vor dem 1. Juni die Liste der ausgewählten Bewerber. Fällt das Gutachten des hierarchischen Vorgesetzten negativ aus, wird der Bewerber durch den Direktionsausschuss angehört.

Art. 4 - § 1 - Auf der Grundlage der in Artikel 3 § 2 Absatz 4 erwähnten Listen der ausgewählten Bewerber erstellt der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten eine Einstufung nach den nachstehenden aufeinanderfolgenden Prioritäten:

1° die Anträge der Bewerber, die Gegenstand eines Beschlusses eines Arztes der Verwaltung der medizinischen Expertise des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt im Rahmen der Artikel 414 bis 418 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes sind;

2° die Anträge der Bewerber, die Gegenstand einer Empfehlung des Gefahrenverhütungsberaters-Arbeitsarztes und/oder die soziale oder familiäre Gründe, die vom Sozialdienst anerkannt sind, anführen;

3° die Anträge der Bewerber, die die Nutzung der öffentlichen Verkehrsmittel, die eine Warte- und Fahrdauer von wenigstens drei Stunden täglich verursacht, belegen.

In jeder vorrangig zu behandelnden Kategorie werden die Anträge in der Reihenfolge der Warte- und Fahrdauer, die erforderlich ist, um sich mit öffentlichen Verkehrsmitteln vom Wohnsitz bis zum Arbeitsort zu begeben, eingestuft, und zwar von der längsten bis zur geringsten Dauer.

§ 2 - Die nicht vorrangigen Anträge werden in der Reihenfolge der Warte- und Fahrdauer, die erforderlich ist, um sich mit öffentlichen Verkehrsmitteln vom Wohnsitz bis zum Arbeitsort zu begeben, eingestuft, und zwar von der längsten bis zur geringsten Dauer.

§ 3 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und unbeschadet einer technischen Unmöglichkeit gewährt der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten unter Einhaltung der erstellten Einstufung den ausgewählten Bewerbern vor dem 1. Juli die Genehmigung zur Telearbeit.

KAPITEL III — *Individuelle Entscheidung über die Telearbeit*

Art. 5 - Dem statutarischen Bediensteten oder dem Mitglied des Vertragspersonals kann erlaubt werden, die Telearbeit zu beanspruchen, wenn er/es folgende Bedingungen erfüllt:

- 1° die Telearbeit ist mit dem Amt vereinbar;
- 2° die Telearbeit ist mit dem Interesse des Dienstes vereinbar;
- 3° der Telearbeiter übt seine Funktionen im Rahmen einer Vollzeitarbeitsregelung aus;
- 4° der Telearbeiter wird der Direktion zugeteilt, der er seit mindestens zwei Jahren untersteht.

In Abweichung von Absatz 1 3° kann der Bewerber, der seine Funktionen im Rahmen der in den Artikeln 414 bis 418 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vorgesehenen Regelung in der Form von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen ausübt, eine Genehmigung zur Ausübung der Telearbeit erhalten.

Art. 6 - Die Genehmigung der Telearbeit wird für einen Zeitraum von einem Jahr gewährt, die für Zeiträume von zwei Jahren erneuert werden kann, soweit die in Artikel 5 erwähnten Bedingungen weiterhin erfüllt werden.

Die ursprüngliche Genehmigung ist an eine Bewährungsperiode von drei Monaten gebunden.

Jede Erneuerung setzt einen Antrag des Telearbeiters voraus, der mindestens zwei Monate vor dem Ablauf der laufenden Genehmigung eingereicht wird.

Der Antrag auf Erneuerung wird bei dem hierarchischen Vorgesetzten eingereicht, der mindestens den Dienst-rang A4 besitzt.

Wenn er über den Antrag auf Erneuerung befindet, prüft der Direktionsausschuss, ob die Bedingungen des Artikels 5 weiterhin erfüllt werden. Er prüft zudem, ob die in Artikel 14 vorgesehen Begleitgespräche regelmäßig geführt werden, und ob die in dem genannten Artikel vorgesehene Übersichtstabelle regelmäßig aktualisiert wird.

Wird der Vorschlag erteilt, die Erneuerung nicht zu gewähren, hört der Direktionsausschuss den Telearbeiter an.

Der Direktionsausschuss übermittelt dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten den Erneuerungsbeschluss.

Art. 7 - Die Genehmigung der Telearbeit umfasst folgende Angaben:

- 1° der Ort, an dem die Telearbeit durchgeführt wird;
- 2° die Telearbeitstage;
- 3° die zwischen dem Telearbeiter und dem hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A4 besitzt, vereinbarten Zeiträume von insgesamt höchstens 4 Stunden 30 Minuten zwischen 7.30 Uhr und 18.30 Uhr, im Laufe deren der Telearbeiter erreichbar sein muss, sowie die Kommunikationsmittel, durch die er erreicht werden kann;
- 4° die Art, nach der dem Telearbeiter die zu erledigenden Aufgaben, die zu erreichenden Ziele sowie die Methoden zur Abschätzung der erbrachten Arbeit mitgeteilt werden;
- 5° die Dauer der Genehmigung;
- 6° das Einverständnis des Telearbeiters, was den Zugang des internen Vorbeugungsdienstes zu seiner Wohnung oder zu dem von ihm gewählten Ort zwischen 9.30 Uhr und 16.00 Uhr betrifft;
- 7° die Verpflichtung des Telearbeiters, die durch den Arbeitgeber auferlegten IKT-Sicherheitsbestimmungen zu beachten;
- 8° die Verpflichtung des Telearbeiters, an den durch den Arbeitgeber veranstalteten Ausbildungen über die Telearbeit und insbesondere an diejenigen, die die IKT-Sicherheitsbestimmungen betreffen, teilzunehmen.

Die im ersten Absatz erwähnten Angaben sind Gegenstand eines Nachtrags zum Arbeitsvertrag der Mitglieder des Vertragspersonals.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 5 Absatz 1 4° unterliegt die Aufrechterhaltung der Genehmigung der Telearbeit im Falle einer Versetzung, eines Stellentauschs oder einer endgültigen Versetzung einem Beschluss des Direktionsausschusses.

Der Direktionsausschuss befindet über die Aufrechterhaltung der Genehmigung innerhalb von zwei Monaten nach der im ersten Absatz erwähnten Zuweisungsänderung. Nach Ablauf dieser Frist gilt der Beschluss des Direktionsausschusses als günstig.

Art. 9 - Nach Anhörung des Telearbeiters und mittels einer Kündigungsfrist von zwei Monaten kann der Direktionsausschuss die Genehmigung der Telearbeit auf der Grundlage eines begründeten Gutachtens des hierarchischen Vorgesetzten beenden.

Mittels einer einmonatigen Vorankündigung kann der Bedienstete beantragen, dass die Genehmigung der Telearbeit frühzeitig beendet wird.

Art. 10 - Die Gewährung einer Teilzeitarbeitsregelung für einen Zeitraum von weniger als sechs Monaten setzt die Genehmigung der Telearbeit aus, außer in den folgenden Fällen:

- 1° bei Anwendung der Regelung verkürzter Leistungen aus ärztlichen Gründen im Rahmen der Artikel 414 bis 418 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;
- 2° bei Anwendung der Regelung der Unterbrechung der beruflichen Laufbahn im Rahmen der Artikel 448 und 449 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Die Gewährung einer Teilzeitarbeitsregelung für einen Zeitraum von mehr als sechs Monaten beendet von Rechts wegen die Genehmigung der Telearbeit, außer im Falle der Regelung der verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen im Rahmen der Artikel 414 bis 418 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Mit Ausnahme der Abwesenheiten aus ärztlichen Gründen, einschließlich der Abwesenheiten wegen Krankheit nach einem Arbeitsunfall, einem Unfall auf dem Arbeitsweg oder einer Berufskrankheit, beendet jegliche Abwesenheit von wenigstens sechs Monaten von Rechts wegen die Genehmigung der Telearbeit.

Art. 11 - § 1 - Der Telearbeiter darf nicht mehr als zwei Fünftel seiner Leistungen in Telearbeit erbringen.

In Abweichung von Absatz 1 dürfen der mit einer Direktion beauftragte Direktor und die Bediensteten der Dienststränge A5, B1, C1 und D1, die Führungstätigkeiten ausüben, nur ein Fünftel ihrer Leistungen in Telearbeit erbringen.

In Abweichung von Absatz 1 darf der Telearbeiter in den folgenden Fällen drei Fünftel seiner Leistungen in Telearbeit erbringen:

1° im Falle eines Beschlusses eines Arztes der Verwaltung der medizinischen Expertise des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt im Rahmen der Artikel 414 bis 418 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung;

2° im Falle einer Empfehlung des Gefahrenverhütungsberaters-Arbeitsarztes;

3° im Falle eines Beschlusses des Direktionsausschusses.

§ 2 - Die Telearbeit wird in ganzen Tagen durchgeführt.

§ 3 - Die Telearbeitstage werden im Einvernehmen zwischen dem hierarchischen Vorgesetzten und dem Telearbeiter festgelegt.

§ 4 - Ein Zeitguthaben von 7 Stunden 36 Minuten wird pro Telearbeitstag gewährt.

KAPITEL IV — Rechte und Pflichten

Art. 12 - § 1 - Mit der Telearbeit darf keinerlei Zulage oder Prämie verbunden sein. Keine Erhöhung oder Reduzierung des Arbeitszeitplanes darf mit ihr verbunden sein.

Die Arbeitslast und die Ergebniskriterien des Telearbeiters entsprechen denjenigen der vergleichbaren Personalmitglieder, die in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers beschäftigt sind.

§ 2 - Der Telearbeiter hat die gleichen Rechte auf die Ausbildung und auf die Laufbahnmöglichkeiten wie die vergleichbaren Personalmitglieder, die in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers beschäftigt sind. Er unterliegt den gleichen Bewertungen.

Art. 13 - Der Telearbeiter muss Zugang zu den Informationen über die Einrichtung und den Dienst haben.

Art. 14 - Der direkte hierarchische Vorgesetzte und der Telearbeiter führen mindestens vierteljährliche Begleitgespräche, um den Telearbeiter mit den Aufgaben und Arbeiten, die er durchführen muss, zu beauftragen und ihre Fortführung zu gewährleisten. Eine Übersichtstabelle wird zu diesem Zweck geführt.

Art. 15 - Der Arbeitgeber liefert, installiert und wartet die für die Telearbeit notwendigen IKT- und Telefonausrüstungen.

Der Arbeitgeber übernimmt die mit der Telearbeit verbundenen Verbindungs- und Kommunikationskosten, mit Ausnahme der Zuverfügungstellung durch den Telearbeiter eines freien ADSL-Telefonanschlusses und eines Vertrags für den Internetzugang, wenn dieser erforderlich wird.

Der Arbeitgeber bietet eine angemessenen technischen Unterstützung.

Im Falle einer arglistigen Täuschung, eines schwerwiegenden Fehlers oder eines leichten Fehlers mit Gewohnheitscharakter betreffend die IKT-Sicherheitsbestimmungen setzt der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie oder sein Bevollmächtigter im Dienststrang A3 oder der in Sachen Informationstechnologien zuständige leitende Beamte den Zugang zu den technischen Lösungen, die die Telearbeit ermöglichen, in Erwartung eines Beschlusses des Direktionsausschusses gemäß Artikel 9 aus.

Art. 16 - Der Telearbeiter behandelt das ihm anvertraute Material mit Sorgfalt.

Art. 17 - Der Telearbeiter informiert den Arbeitgeber unverzüglich im Falle eines Materialschadens oder über jegliches sonstige Vorkommnis, das ihn daran hindert, seine Arbeit auszuführen.

Bei einer in Absatz 1 erwähnten Verhinderung kann die Telearbeit auf begründetes Gutachten des hierarchischen Vorgesetzten, der wenigstens den Dienststrang A4 besitzt, ausgesetzt werden.

Art. 18 - Der Telearbeiter informiert den Arbeitgeber unverzüglich im Falle eines Diebstahls oder einer Beschädigung durch Dritte und erteilt die Auskünfte, die ermöglichen können, die Wiedergutmachung des erlittenen Schadens zu erhalten.

Art. 19 - Außer im Falle einer arglistigen Täuschung, eines schwerwiegenden Fehlers oder eines leichten Fehlers mit Gewohnheitscharakter übernimmt die Arbeitgeber die Kosten, die mit dem Verlust oder der Beschädigung des Materials und der Daten verbunden sind.

Art. 20 - Der Telearbeiter informiert den Arbeitgeber unverzüglich bei Krankheit oder bei einem Arbeitsunfall.

Er erteilt jegliche Information, die für die Anerkennung des Unfalls als Arbeitsunfall nötig ist.

Art. 21 - Der Arbeitgeber informiert den Telearbeiter über die geltenden Schutz- und Gefahrenverhütungsmaßnahmen in Sachen Gesundheit und Arbeitssicherheit, insbesondere über diejenigen, die Arbeit vor Bildschirmen betreffen.

Der Telearbeiter kann einen Besuch des internen Dienstes für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz beantragen.

KAPITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 22 - Für das erste Jahr der Durchführung des vorliegenden Erlasses:

1° muss die in Artikel 3 § 2 Absatz 1 erwähnte Bewerbung dem hierarchischen Vorgesetzten spätestens am letzten Tag des Monats nach dem Monat des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereicht werden;

2° muss das in Artikel 3 § 2 Absatz 2 erwähnte begründete Gutachten spätestens am letzten Tag des Monats nach der in Punkt 1° erwähnten Frist übermittelt werden;

3° muss das in Artikel 3 § 2 Absatz 3 erwähnte Gutachten spätestens am letzten Tag des zweiten Monats nach der in Punkt 2° erwähnten Frist übermittelt werden;

4° muss die in Artikel 3 § 2 Absatz 4 erwähnte Liste der Bewerber spätestens am letzten Tag des Monats nach der in Punkt 3° erwähnte Frist übermittelt werden;

5° muss die in Artikel 4 § 3 erwähnte Genehmigung spätestens am letzten Tag des Monats nach der in Punkt 4° erwähnte Frist übermittelt werden.

Art. 23 - Dem statutarischen Bediensteten oder dem Mitglied des Vertragspersonals, der/das am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses Telearbeit im Rahmen der durch die Wallonische Regierung am 3. Dezember 2009 erwähnten Weiterführung des Pilotprojektes ausführt, wird erlaubt, unter den Bedingungen des vorliegenden Erlasses bis zum 31. Dezember 2012 die Telearbeit weiterhin auszuführen.

Wenn der statutarische Bedienstete oder das Mitglied des Vertragspersonals die Telearbeit nach diesem Datum weiter ausführen möchte, reicht er/es einen Antrag auf Erneuerung gemäß Artikel 6 Absatz 3 des vorliegenden Erlasses ein.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 25 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. April 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1234

[2011/202193]

7 APRIL 2011. — Besluit van de Waalse Regering betreffende telewerk

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 november 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 november 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 18 november 2010;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 548 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 21 januari 2011;

Gelet op het advies nr. 49234/4 van de Raad van State, gegeven op 28 februari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en toepassingsveld*

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de statutaire personeelsleden en op de leden van het contractuele personeel van de diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Dit besluit is niet van toepassing op de leden van het contractuele personeel die in dienst genomen worden in het kader van een arbeidsovereenkomst van minder dan twee jaar.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o telewerk : elke vorm van organisatie en/of uitvoering van het werk waarbij gebruik wordt gemaakt van de informatietechnologieën en waarin werk dat in de lokalen van de werkgever verricht kan worden op regelmatige basis verricht wordt op de woonplaats van de telewerker of op elke andere plaats die hij buiten de lokalen van de werkgever uitkiest, mits toestemming van de werkgever;

2^o telewerker : een statutair personeelslid of een lid van het contractuele personeel dat telewerk verricht;

3^o werkgever : het Gewest of een instelling van openbaar nut die onder het Gewest ressorteert.

HOOFDSTUK II. — *Telewerkaanvraag door een statutair personeelslid of een lid van het contractuele personeel*

Art. 3. § 1. Het statutaire personeelslid of het lid van het contractuele personeel kan een individuele telewerkaanvraag indienen.

§ 2. De telewerkandidaturen worden vóór 31 januari aan de directe hiërarchische meerdere van minstens rang A4 gericht d.m.v. het desbetreffende formulier. De geldigheid van de kandidaturen vervalt op 31 december.

De hiërarchische meerdere maakt vóór 1 maart zijn gemotiveerd advies gelijktijdig over aan het Directiecomité van het Directoraat-generaal waaronder hij ressorteert en aan de dienst belast met menselijke hulpkrachten. Te dien einde gebruikt hij de evaluatierooster die daartoe voorzien wordt.

De dienst belast met menselijke hulpkrachten maakt vóór 1 mei een advies i.v.m. de voorwaarde bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1^o, over aan het Directiecomité van het Directoraat-generaal waaronder hij ressorteert.

Het Directiecomité spreekt zich over de aanvragen uit en maakt vóór 1 juni de lijst van de geselecteerde kandidaten over aan de directeur-generaal van het Overkoepelende Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken. In geval van ongunstig advies van de hiërarchische meerdere wordt de kandidaat door het Directiecomité gehoord.

Art. 4. § 1. Op basis van de in artikel 3, § 2, vierde lid, bedoelde lijsten van de geselecteerde kandidaten worden de aanvragen door de directeur-generaal van het Overkoepelende Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken ingedeeld in de volgende voorkeursvolgorde :

1^o de aanvragen van de kandidaten die het voorwerp zijn van een beslissing van een geneesheer van de administratie van de medische expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu in het kader van de artikelen 414 tot 418 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Ambtenarencode;

2° de aanvragen van de kandidaten die het voorwerp uitmaken van een aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer en/of die maatschappelijke of familiale redenen invoeren die door de sociale dienst erkend zijn;

3° de aanvragen van de kandidaten die het bewijs leveren dat ze gebruik maken van gemeenschappelijk openbaar vervoer dat een wacht- en reistijd van minstens drie uur per dag in beslag neemt.

In elke voorkeurscategorie worden de aanvragen ingedeeld in de volgorde van de wacht- en reistijd om zich van de woon- naar de werkplaats te begeven d.m.v. gemeenschappelijk openbaar vervoer, van de belangrijkste tot de minst belangrijke.

§ 2. De aanvragen van de niet prioritaire kandidaten worden ingedeeld in de volgorde van de wacht- en reistijd om zich van de woon- naar de werkplaats te begeven d.m.v. gemeenschappelijk openbaar vervoer, van de belangrijkste tot de minst belangrijke.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare kredieten en onverminderd een technische onmogelijkheid geeft de directeur-generaal van het Overkoepelende directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken vóór 1 juli toestemming om telewerk te verrichten aan de kandidaten geselecteerd op grond van de vastgelegde indeling.

HOOFDSTUK III. — *Individuele beslissing betreffende telewerk*

Art. 5. Het statutaire personeelslid of het lid van het contractuele personeel kan toestemming krijgen om telewerk te verrichten als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het telewerk is verenigbaar met de functie;

2° het telewerk is niet in strijd met het belang van de dienst;

3° de telewerker oefent zijn ambt uit in het kader van een voltijds arbeidsstelsel;

4° de telewerker is aangesteld binnen de Directie waaronder hij sinds minstens twee jaar ressorteert.

In afwijking van het eerste lid, 3°, kan de kandidaat die zijn ambt uitoefent volgens het stelsel van verminderde prestaties om medische redenen zoals bedoeld in de artikelen 414 tot 418 van voornoemd besluit van de Waalse Regering toestemming krijgen om telewerk te verrichten.

Art. 6. De toestemming om telewerk te verrichten wordt toegekend voor een periode van één jaar, hernieuwbaar per periodes van twee jaar voor zover de in artikel 5 bedoelde voorwaarden van kracht blijven.

Bij de oorspronkelijke toestemming wordt voorzien in een proefperiode van drie maanden.

Elke hernieuwing moet minstens twee maanden vóór het verstrijken van de lopende toestemming door de telewerker aangevraagd worden.

De hernieuwingsaanvraag wordt bij de hiërarchische meerdere van minstens rang A4 ingediend.

Wanneer het Directiecomité over de hernieuwingsaanvraag beslist, gaat het na of de voorwaarden van artikel 5 nog van kracht zijn. Het gaat ook na of de opvolgingsgesprekken en de overzichtstabel bedoeld in artikel 14 regelmatig gehouden en bijgewerkt worden.

In geval van voorstel tot weigering van hernieuwing wordt de telewerker door het Directiecomité gehoord.

Het Directiecomité maakt de beslissing tot hernieuwing over aan de directeur-generaal van het Overkoepelende Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken.

Art. 7. De toestemming om telewerk te verrichten vermeldt :

1° de plaats waar het telewerk verricht wordt;

2° de telewerkdagen;

3° de tussen de telewerker en de hiërarchische meerdere van minstens rang A4 overeengekomen periodes van een maximale totale duur van 4 u. 30 m. tussen 7 u. 30 m. en 18 u. 30 m. waarin de telewerker bereikbaar moet zijn, alsook de communicatiemiddelen waarmee hij bereikt kan worden;

4° de wijze waarop de telewerker in kennis gesteld wordt van de uit te voeren taken, van de te halen doelstellingen, alsook van de methodes om het verrichte werk te beoordelen;

5° de duur van de toestemming;

6° de toestemming waarbij de telewerker tussen 9 u. 30 m. en 16 uur toegang tot zijn woonplaats of tot de door hem uitgekozen plaats verleent aan de interne preventiedienst;

7° de verbintenis van de telewerker tot naleving van de door de werkgever opgelegde veiligheidsregels inzake informatica;

8° de verbintenis van de telewerker tot deelname aan de telewerkopleidingen georganiseerd door de werkgever, met name die betreffende de veiligheidsregels inzake informatica.

De bepalingen opgenomen in het eerste lid zijn het voorwerp van een aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst van de leden van het contractuele personeel.

Art. 8. In afwijking van artikel 5, eerste lid, 4°, wordt de toestemming om telewerk te verrichten aan een beslissing van het Directiecomité onderworpen in geval van mutatie, permutatie en tijdelijke mutatie van de telewerker.

Het Directiecomité spreekt zich uit over het behoud van de toestemming binnen twee maanden na de verandering van aanstelling bedoeld in het eerste lid. Na afloop van die termijn wordt de beslissing van het Directiecomité geacht gunstig te zijn.

Art. 9. Na verhoor van de telewerker en mits vooropzegtermijn van twee maanden, kan het Directiecomité een eind maken aan de toestemming om telewerk te verrichten, na gemotiveerd advies van de hiërarchische meerdere.

Mits vooropzegtermijn van een maand kan het personeelslid vragen dat voortijdig een eind wordt gemaakt aan een toestemming om telewerk te verrichten.

Art. 10. De toekenning van een deeltijds arbeidsstelsel voor een periode van minder dan zes maanden schorst de toestemming om telewerk te verrichten, met uitzondering van :

1° het stelsel van beperkte prestaties om medische redenen bedoeld in de artikelen 414 tot 418 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

2° het stelsel van de beroepsloopbaanonderbreking bedoeld in de artikelen 448 en 449 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De toekenning van een deeltijdse arbeidsregeling voor een periode van meer dan zes maanden maakt van rechtswege een einde aan de toestemming om telewerk te verrichten, met uitzondering van het stelsel van de verminderde prestaties om medische redenen zoals bedoeld in de artikelen 414 tot 418 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Behalve de afwezigheden om medische redenen, met inbegrip van de afwezigheden wegens een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar het werk of een beroepsziekte, maakt elke afwezigheid van minstens zes maanden van rechtswege een einde aan de toestemming om telewerk te verrichten.

Art. 11. § 1. De telewerker mag niet meer dan twee vijfde van zijn prestaties in telewerk verrichten.

In afwijking van het eerste lid, mogen de directeur die voor een Directie instaat en de personeelsleden van de rangen A5, B1, C1 en D1 die omkaderingsfuncties uitoefenen niet meer dan één vijfde van hun prestaties in telewerk verrichten.

In afwijking van het eerste lid, mag de telewerker drie derde van zijn prestaties in telewerk verrichten :

1° bij beslissing van een geneesheer van de administratie van de medische expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu in het kader van de artikelen 414 tot 418 van voornoemd besluit van de Waalse Regering;

2° op aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer;

3° bij beslissing van het Directiecomité.

§ 2. Telewerk wordt per volle dagen verricht.

§ 3. De telewerkdagen worden in onderlinge overeenstemming door de hiërarchische meerdere en de telewerker vastgelegd.

§ 4. Er wordt een uurkrediet van 7 u. 36 m. per telewerkdag toegekend.

HOOFDSTUK IV. — *Rechten en plichten*

Art. 12. § 1. Bij telewerk mag geen vergoeding of premie uitgekeerd worden. Telewerk mag geen aanleiding geven tot meer of minder werkuren.

De werklast en de resultaatcriteria van de telewerker zijn gelijk aan die van de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever tewerkgesteld zijn.

§ 2. De telewerker heeft dezelfde rechten op opleiding en loopbaanmogelijkheden als de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever tewerkgesteld zijn en wordt aan dezelfde beoordelingen onderworpen.

Art. 13. De telewerker heeft toegang tot informatie betreffende de instelling en de dienst.

Art. 14. De hiërarchische meerdere en de telewerker hebben opvolgingsgesprekken, op zijn minst om de drie maanden, om de telewerker te belasten met de opdrachten en de taken die hij moet vervullen en om te zorgen voor de opvolging ervan. Daartoe wordt voorzien in een bordtabel.

Art. 15. De werkgever verschaft, installeert en onderhoudt de informatica- en telefonietoestellen die nodig zijn voor het telewerk.

De werkgever draagt de aansluitings- en communicatiekosten i.v.m. telewerk, met uitzondering van de terbeschikkingstelling door de telewerker van een vrije ADSL-telefoonlijn en van een abonnement voor de internettoegang indien vereist.

De werkgever verschaft een geschikte technische hulpdienst.

In geval van bedrog, zware fout of gebruikelijke lichte fout m.b.t. de veiligheidsregels inzake informatica, wordt de toegang tot de technische oplossingen die telewerk mogelijk maken opgeschort door de directeur-generaal van het Overkoepelende Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën of door diens afgevaardigde van rang A3 of door de leidend ambtenaar bevoegd inzake informatietechnologieën, in afwachting van een beslissing van het Directiecomité overeenkomstig artikel 9.

Art. 16. De telewerker draagt zorg voor de toestellen die hem toevertrouwd worden.

Art. 17. De telewerker verwittigt onmiddellijk de werkgever in geval van storing van een toestel of bij elk probleem dat hem belet zijn werk te verrichten.

In geval van verhindering bedoeld in het eerste lid kan het telewerk opgeschort worden bij gemotiveerde beslissing van de hiërarchische meerdere van minstens rang A4.

Art. 18. De telewerker verwittigt onmiddellijk de werkgever in geval van diefstal of beschadiging door derden en verstrekt hem informatie met het oog op schadeherstel.

Art. 19. Behalve in geval van bedrog, zware fout of gebruikelijke lichte fout van de telewerker, draagt de werkgever de kosten i.v.m. het verlies of de beschadiging van de toestellen en de gegevens.

Art. 20. De telewerker verwittigt onmiddellijk de werkgever in geval van ziekte of van arbeidsongeval.

Hij verstrekt elk gegeven dat nuttig is om het ongeval als arbeidsongeval te kenschetsen.

Art. 21. De werkgever geeft de telewerker kennis van de geldende beschermings- en preventie maatregelen inzake gezondheid en arbeidsveiligheid, met name wat de beeldschermen betreft.

De telewerker kan de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk verzoeken om een bezoek.

HOOFDSTUK V. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 22. Voor het eerste jaar van uitvoering van dit besluit :

1° moet de kandidatuur bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, aan de hiërarchische meerdere overgemaakt worden uiterlijk de laatste dag van de maand na die van de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

2° moet het gemotiveerde advies bedoeld in artikel 3, § 2, tweede lid, overgemaakt worden uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op de termijn bedoeld in 1°;

3° moet het advies bedoeld in artikel 3, § 2, derde lid, overgemaakt worden uiterlijk de laatste dag van de tweede maand die volgt op de termijn bedoeld in 2°;

4° moet de lijst van de kandidaten bedoeld in artikel 3, § 2, vierde lid, overgemaakt worden uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op de termijn bedoeld in 3°;

5° moet de toestemming bedoeld in artikel 4, § 3, toegekend worden uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op de termijn bedoeld in 4°.

Art. 23. Het statutaire personeelslid of het lid van het contractuele personeel dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit telewerk verricht in het kader van de hernieuwing van het proefexperiment waartoe op 3 december 2009 door de Regering besloten werd, mag tot 31 december 2012 onder de voorwaarden van dit besluit telewerken.

Indien hij het telewerk na die datum wenst voort te zetten, dient het statutaire personeelslid of het lid van het contractuele personeel een hernieuwingsaanvraag in overeenkomstig artikel 6, derde lid, van dit besluit.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 april 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1235

[2011/202171]

28 AVRIL 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2006 fixant les conditions et les modalités de recrutement du directeur-gérant et du personnel d'une société de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 159;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2006 fixant les conditions et les modalités de recrutement du directeur-gérant et du personnel d'une société de logement de service public;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir le plus rapidement possible une dérogation à la procédure de recrutement du directeur-gérant telle qu'elle est prévue dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2006 lors de cas exceptionnels pour lesquels cette procédure est inapplicable et empêche le recrutement du directeur-gérant;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions,

Arrête :

Article. 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2006 fixant les conditions et les modalités de recrutement du directeur-gérant et du personnel d'une société de logement de service public, il est inséré un article *6bis* rédigé comme suit :

"Art. *6bis*. Par dérogation à l'article 2, au paragraphe 3 de l'article 3 et à l'article 5, le Gouvernement peut, lorsque le Conseil d'administration de la société de logement de service public est dans l'impossibilité d'assurer l'organisation de la procédure ou de prendre une décision motivée de désignation, charger la Société wallonne du Logement de procéder au recrutement du directeur-gérant.

Dans ces cas, la procédure de recrutement se déroule selon les modalités fixées dans les alinéas suivants.

En vue de procéder à un appel public à candidatures, le Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement établit un profil de la fonction à pourvoir ainsi que le montant de la rémunération y afférente correspondant au régime pécuniaire fixé par le Gouvernement en exécution des articles 158*bis* et 159 du Code.

Le jury est composé :

- du président du Conseil d'administration de la société ou, à défaut, de deux administrateurs;
- d'un membre représentant la Société wallonne du Logement;
- d'un membre représentant une autre société;
- d'un membre, expert extérieur au secteur des sociétés.

Les membres du Comité d'accompagnement des Commissaires spéciaux visés à l'article 174*bis* du Code ne peuvent être membres du jury.

Le classement du jury doit être transmis au Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement qui prend une décision motivée de désignation, reprenant la rémunération à allouer."

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 avril 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1235

[2011/202171]

28. APRIL 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2006 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Anwerbung des geschäftsführenden Direktors und des Personals einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches, insbesondere des Artikels 159;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2006 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Anwerbung des geschäftsführenden Direktors und des Personals einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;